

# L'Esprit de 1945

Le nouveau film documentaire de Ken Loach, intitulé *L'Esprit de 45*, trop peu distribué dans les salles de cinéma en France<sup>1</sup> depuis sa sortie en mai 2013, vient nous rappeler un des épisodes marquants de l'histoire de la sociale-démocratie européenne : l'arrivée au pouvoir du parti travailliste britannique, suite aux élections législatives de juin 1945, avec un programme de réformes économiques et sociales à faire pâlir les plus hardis de ceux et celles qui aujourd'hui se réclament de ce courant politique. Le travail de Loach nous permet, en effet, de mesurer l'abîme politique qui sépare les représentants de la gauche contemporaine auto-proclamée « sociale-démocrate » de leurs homologues d'antan, en termes de provenance sociale, d'ambition transformatrice et de simple courage politique.

En combinant interviews des protagonistes de cette période (dont Tony Benn, jeune travailliste en 1945 et futur dirigeant de l'aile gauche du travaillisme dans les années 1970 et 1980) et documents d'archives, Loach donne à voir

KEITH DIXON

l'immense espoir populaire suscité par l'arrivée des travaillistes, disposant pour la première fois dans leur histoire d'une forte majorité parlementaire. Il évoque également le désemparement de la droite conservatrice devant une défaite aussi inédite qu'inattendue. Une courte séquence, filmée pendant la campagne électorale de Winston Churchill, alors premier dirigeant du parti conservateur auréolé de la victoire militaire sur le nazisme, montre le Premier ministre d'alors en train de s'adresser à une foule rassemblée pour écouter l'orateur, au moment où on commence à entendre des cris répétés de « We want Clem » (allusion au leader du parti travailliste, Clement Attlee). Churchill se tourne, le visage déconfit, vers son entourage, incapable de mettre fin à cette éruption de l'insubordination populaire. Ailleurs dans le pays au même moment, dans la ville universitaire d'Oxford, une jeune militante conservatrice participait à sa première campagne électorale et subissait, lorsque les résultats sont tombés, son

1. Les *Cahiers d'Histoire* ainsi que l'Université Populaire de Gennevilliers ont pris l'initiative de programmer le film de Loach lors des Rencontres d'histoire critique qui se sont tenues fin novembre 2013 à Gennevilliers. Sinon, peu de salles en France semblent intéressées par une projection de ce film excellent.

premier traumatisme politique majeur : Margaret Roberts, plus tard de son nom de femme mariée Margaret Thatcher, venait de participer au premier round du combat qu'elle devait mener toute sa vie durant contre ce qu'elle percevait déjà sans doute comme l'ennemi de classe.

## Les travaillistes en 1945

Car le parti travailliste britannique de 1945 n'a pas grand'chose à voir avec son incarnation contemporaine. D'abord en termes de composition sociale, le *Labour* de l'immédiat après-guerre était encore fortement imprégné de sa base ouvrière : 38 % des nouveaux élus travaillistes étaient d'origine ouvrière (ils avaient été 72 % en 1935 et sont 9 % aujourd'hui)<sup>2</sup>. Certes, Clement Attlee, le nouveau Premier ministre, représentait l'autre facette sociologique du travaillisme britannique, venant d'un milieu aisé, porteur d'une vision fabienne, fortement centralisatrice, de la réforme sociale et imbu d'un certain paternalisme envers les couches populaires. Néanmoins, des postes clés du nouveau gouvernement étaient occupés par des hommes (la représentation politique britannique était encore massivement masculine) qui avaient arrêté leurs études à l'âge de 13 ans : Aneurin Bevan, ancien mineur et figure de la gauche travailliste, s'occupait, en tant que ministre de la Santé, de la difficile mise en place du nouveau Service national de santé et fustigeait ses adversaires politiques dans un langage encore fortement teinté de la haine de classe (il parle de « vermine » conservatrice); Ernest Bevin, ancien docker, de la droite de l'échiquier tra-

vaille, s'occupait, au ministère des Affaires Étrangères, du début de la décolonisation (à reculons) et de la mise en place de la nouvelle « relation spéciale » avec l'allié américain (avec enthousiasme). La rhétorique travailliste est encore fortement irriguée de références doctrinaires (« Nous sommes socialistes et fiers de l'être ») et le programme proposé à l'électorat britannique est celui de la transformation économique et sociale.

Sur le plan économique, les travaillistes proposaient de nationaliser les secteurs clés de l'économie, à commencer par l'énergie (charbon, gaz et électricité), les transports (aériens, ferroviaires et routiers), la sidérurgie, les télécommunications, sans oublier la nationalisation complète de la Banque d'Angleterre. Les réformes sociales, en particulier la mise en place du service national de santé et la réorganisation de l'enseignement autour d'un solide socle public, élargissaient de manière significative le secteur public et le nombre de salariés de l'État. Si certaines nationalisations (celle des mines de charbon, par exemple) ont pu être réalisées sans trop de résistance, même à la Chambre des Lords où les conservateurs jouissaient pourtant d'une majorité permanente, d'autres ont rencontré une opposition féroce. C'est le cas de la nationalisation des services de santé, où Aneurin Bevan a dû batailler pendant deux ans contre la puissante *British Medical Association* qui rassemblait en particulier les médecins généralistes fortement opposés à l'étatisation de leurs activités, ou de la sidérurgie, dont les propriétaires privés bénéficiaient d'un relais solide parmi les Lords conservateurs.

Les deux piliers du programme de réformes sociales du gouvernement d'Attlee étaient le nouveau système de santé gratuite et la mise en place d'un

2. Les chiffres sont tirés du livre de David Kynaston, *A World to Build. Austerity Britain 1945-1948*, Bloomsbury, Londres 2007. Voir aussi, Martin Pugh, *Speak for Britain ! A new history of the Labour Party*, Vintage Books, Londres, 2011.

filet de sécurité sociale pour tous les Britanniques menacés d'une perte de ressources : à partir de 1948, les Britanniques bénéficient d'une couverture sociale garantie par l'État en cas de chômage ou de maladie, ainsi que d'une protection sociale généralisée pour les personnes âgées ou les femmes enceintes, par exemple. Les recommandations du rapport Beveridge, publié en 1942 et qui porte le nom de son principal rédacteur, le notable du parti libéral, William Beveridge, ont été largement suivies par le nouveau gouvernement travailliste, avec certaines restrictions (par exemple, sur la durée de l'indemnité de chômage que Beveridge voulait indéterminée). Surtout, la philosophie sociale qui sous-tendait le système de protection sociale britannique a connu un infléchissement significatif : en particulier, on mit fin à la distinction mortifère, héritée de la période victorienne, entre pauvres méritants et pauvres non méritants, en acceptant le principe d'universalité de la protection sociale, quels que soient les « mérites » du bénéficiaire<sup>3</sup>. Quarante ans plus tard, Margaret Thatcher reviendra sur cet acquis précieux du mouvement social britannique, comme sur tant d'autres, en réintroduisant une version modernisée du pauvre non méritant, qui sera reprise par ses successeurs blairistes, et participera plus généralement au processus de stigmatisation des pauvres particulièrement vive dans la Grande-Bretagne contemporaine.

La Grande-Bretagne de 1951, année de la défaite des travaillistes qui annonce un retour durable des conservateurs au pou-

voir (de 1951 à 1964), est significativement différente du pays d'avant la Deuxième Guerre mondiale. Une économie mixte, où le secteur public est largement représenté, un État social dont les contours tranchent avec les dispositifs punitifs que subissaient les couches populaires d'avant-guerre, et une place enfin reconvenue aux organisations ouvrières, et en premier lieu au mouvement syndical, qui avaient été les principaux protagonistes de cette période de réformes, sont autant de caractéristiques générales de ce que l'on a pu décrire comme le « consensus social-démocrate » britannique. Et jusqu'à la crise britannique de la fin des années 1960, personne n'aurait osé toucher à cette nouvelle ossature de la société britannique.

### Les limites du réformisme travailliste

Bien sûr, il y aurait beaucoup à redire sur la mise en œuvre du programme travailliste, voire sur le programme lui-même qui portait bien des traces du fabianisme<sup>4</sup> britannique et donc de ses faiblesses historiques. D'abord, s'agissant des nationalisations, rappelons simplement que les propriétaires privés ont été largement compensés de leur manque à gagner – il n'a jamais été question d'expropriation, même pour les mines de charbon, où, cependant, de l'avis général, les propriétaires se sont enrichis sans porter la moindre attention au bien-être, voire à la sécurité minimale, des 700 000 salariés qui y travaillaient (chiffre de 1945). Ensuite, les travaillistes ont laissé

3. Pour une discussion approfondie de la politique sociale britannique et sa philosophie sous-jacente, voir John Welshman, *Underclass. A History of the Excluded 1880 – 2000*, Hambledon Continuum, Londres 2006.

4. Mouvement socialiste anglais qui doit son nom à un club, la Société fabienne, fondée en 1884. Il préconise une transformation graduelle de la société par des réformes sociales. Non marxiste, adepte du socialisme municipal, il n'en eut pas moins une très grande influence sur le socialisme britannique (NDLR).

intacte la structure de commandement au sein des nouvelles industries nationales : il n'était pas question d'étendre le pouvoir des salariés au sein de l'entreprise. D'ailleurs, les anciens gestionnaires ont souvent été remplacés par des nouveaux provenant du même milieu social, avec la même vision autoritaire de la gestion des entreprises. Et pour cause, puisque bon nombre de ces gestionnaires ont été recrutés parmi des hauts gradés des forces armées britanniques en fin de carrière, comme le rappelle un des mineurs interviewés dans le film de Loach en évoquant le remplacement de la direction de la mine locale.

Ensuite, si le nouveau dispositif de protection sociale représentait, sans conteste, une amélioration du *statu quo ante*, il portait en lui les difficultés inhérentes à un système financé principalement par les cotisations : dès le départ, la protection sociale britannique a été sous-financée, allant de crise en crise, surtout en période de fort chômage où la base des cotisations se rétrécissait. Ce sous-financement chronique est une des explications des niveaux d'allocations sociales extrêmement bas, mais on trouve aussi dans les propos de Beveridge, dès la publication de son rapport, une forte méfiance à l'égard d'une trop grande « générosité » envers les pauvres qui pourraient ainsi être encouragés à se complaire dans leur situation. Pour ne prendre qu'un seul exemple, le niveau des pensions d'État fixé par le premier gouvernement travailliste était tellement bas qu'il laissait bon nombre de ses bénéficiaires sous le seuil de pauvreté. On peut en dire autant de la protection contre le chômage, qui est depuis toujours une des moins performantes (en termes de *protection*, justement) des anciennes social-démocraties européennes. C'est d'ailleurs ce

caractère extrêmement limité (dans le temps comme dans le montant versé) de l'allocation chômage britannique qui fait l'objet des louanges des commentateurs médiatiques français actuels, qui y voient une des causes de la « réussite » britannique dans la lutte contre le chômage (argument utilisé pour la nième fois dans un reportage sur l'emploi en Grande-Bretagne diffusé par Canal + au cours du mois de février 2014).

Mais sans doute l'échec le plus remarquable des réformes travaillistes de 1945 à 1951 a été dans le domaine de l'éducation. Si le gouvernement travailliste a bien mis en place une réforme (empruntée au gouvernement précédent de Churchill...) en organisant l'enseignement, surtout primaire et secondaire, de manière à ramener 90 % des élèves britanniques dans le secteur public et en fixant l'âge de fin de scolarité obligatoire à 15 ans, le grand oublié de cette réforme a été en effet le secteur privé. Peu nombreuses étaient les voix travaillistes à l'époque réclamant le démantèlement du système d'enseignement privé, les *public schools*, à la fois bastion et terrain de reproduction de la domination sociale. Non seulement Clement Attlee ne voulait pas voir les dégâts provoqués par l'existence de ces écoles qui assurent la reproduction sociale en Grande-Bretagne (encore aujourd'hui) mais il est allé jusqu'à louer publiquement le fait que son gouvernement comptait une vingtaine de membres (y compris le premier ministre lui-même) issus de ces établissements « d'élite ».

### **L'Esprit de 45 et la social-démocratie contemporaine**

Aussi limitée qu'elle ait pu être dans certaines de ses conséquences, l'expérience de gestion travailliste de 1945 à

1951 montre néanmoins que la social-démocratie peut être autre chose que la simple défense du *statu quo* économique et social assortie d'une rhétorique « sociale » souvent non suivie d'effet, voire, dans le cas actuel de la France<sup>5</sup>, la reproduction pure et simple des remèdes revendiqués par l'adversaire conservateur. Le retour de Loach à ce moment particulier de l'histoire de la Grande-Bretagne fait corps avec le reste de sa production cinématographique où se mêlent critique sociale et représentation positive des luttes et des coutumes des couches populaires britanniques. Il est particulièrement salutaire à un moment où le racisme social envers les milieux populaires se développe dans l'ensemble des médias britanniques, comme comme l'a très bien montré Owen Jones dans son livre *Chavs*<sup>6</sup>. Loach nous montre que même dans des conditions économiquement difficiles – la Grande-Bretagne sortait exsangue de la guerre, le pays était en partie à reconstruire, le regard des alliés américains, envers qui le gouvernement britannique était fortement endetté, était pour le moins méfiant envers le programme de transformation proposé par les travaillistes – il est possible, y compris pour la gauche de gouvernement, de penser et d'agir à gauche. À la sortie de cette expérience, et même en tenant compte de ses limites et de ses échecs, le rapport de forces social en Grande-Bre-

tagne avait bel et bien changé en faveur de ce qu'avant on appelait la classe ouvrière. C'est à la transformation de ce nouveau rapport que Margaret Thatcher et ses amis néo-libéraux se sont attelés, avec le succès que l'on connaît, au cours des trente dernières années. ■

5. Depuis l'intervention du chef de l'État français sur le Pacte de responsabilité, les médias ont largement repris l'expression de « virage social-démocrate » pour décrire les retournements de François Hollande. L'expression elle-même, dans le cadre français, dissimule plus qu'elle n'explique. Dans un cas similaire en Grande-Bretagne, celui d'Anthony Blair, nous avons préféré parler d'un néolibéralisme de deuxième génération.

6. Owen Jones, *Chavs. The demonization of the working class*, Verso, Londres, 2011.